

# Le Journal des décideurs **L'économiste** du Bénin

Premier Quotidien Economique du Bénin N° 0997 MISP/DC/SG/DAI/SCC du 25/10/07 E-mail: leconomistbenin1@gmail.com Tél:00229 97096417

www.leconomistebenin.com

**AGI**  
AFRICAIN DE GESTION ET D'INTERMEDIATION

**SOCIETE DE BOURSE**

Immeuble de l'Africaine des Assurances  
Face à la Direction de l'Emigration Immigration

01 BP 8568 RB Cotonou  
contact@agi-agi.com  
+229 21 31 87 33  
+229 21 31 60 65

## Bourse Uemoa

### La BRVM ouvre en baisse

La BRVM ouvre sa séance de cotation du jour en baisse par rapport à la séance précédente... • (Page 07)

## Sécurité alimentaire au Nigéria

### 346 milliards de la BAD pour transformer l'agriculture

Le Nigéria a entamé lundi son long périple pour mettre un terme à la faim et atteindre la sécurité alimentaire en lançant un programme de ... • (Page 11)

## Mois du consommateur local

### Grande mobilisation pour la promotion des produits "made in Benin"

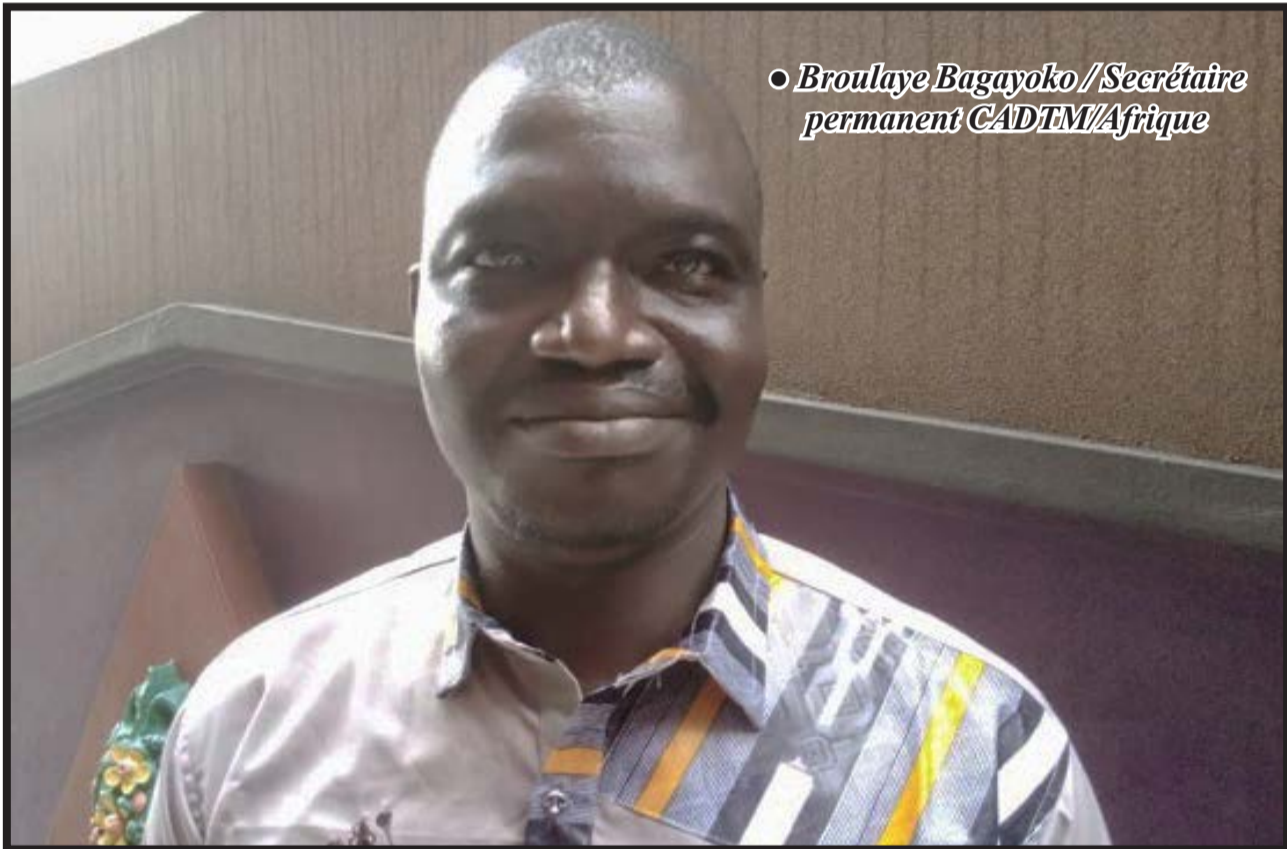
Porto-Novo, la capitale du Bénin, accueille depuis la semaine écoulée pour le compte des départements de ... • (Page 04)



## Broulaye Bagayoko sur l'endettement en Afrique

• (Page 03)

# « Aujourd'hui, on est en esclavagisme de la dette »



• Broulaye Bagayoko / Secrétaire permanent CADTM/Afrique

## Don de kits scolaires à Tangbo-Djèvié/Zè

• (Page 05)

# La SIPI-Bénin et ses partenaires en soutien à 2.800 écoliers et élèves

## Saisine et traitement de recours

### Le Médiateur de la République s'ouvre aux médias

Les responsables d'organes de presse ont été conviés à une séance d'information par le Médiateur de la ... • (Page 11)

## E-learning/Enseignement supérieur

### Africa Digital Campus opérationnel au Bénin

Le projet Africa Digital Campus (ADC) a été lancé, mardi 25 octobre 2022, à Cotonou. C'est par la signature d'un accord de consortium en ... • (Page 02)

## Expertise comptable au Bénin

### La nouvelle proposition de loi occupe Parlementaires et Experts

Intervenant dans plusieurs secteurs d'activités, les experts-comptables et comptables agréés du Bénin, avec la contribution des parlementaires, s'investissent à s'adapter au temps moderne et mieux se positionner sur la scène ... • (Page 10)

## Crise économique mondiale

### Comment se préparer pour la nouvelle réalité ?

Alors que le coût de la vie ne cesse de flamber, une récente étude du Forum économique mondial (WEF) ... • (Page 04)

Gratuit. Facile. Sécurisé. La banque mobile au bout des doigts.

Quel que soit votre téléphone !

\*Service disponible pour les abonnés MTN et Moov Africa

# \*826#



**Ecobank**  
La Banque Panafricaine

ecobank.com

## E-learning/Enseignement supérieur

## Africa Digital Campus opérationnel au Bénin

Le projet Africa Digital Campus (ADC) a été lancé, mardi 25 octobre 2022, à Cotonou. C'est par la signature d'un accord de consortium en présence des partenaires, l'Agence Française de Développement (AFD), l'Institut de Recherche pour le développement (IRD), le West and Central African Research and Education Network (WACREN), l'Agence Universitaire de la Francophonie (AUF) avec le soutien de l'Union européenne (UE). La ministre de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique, Eléonore Yayi Ladékan et son homologue du numérique et de la digitalisation, Aurélie Adam Soulé Zoumarou ont pris part à la cérémonie.

• Bidossessi WANOU

Déployer la formation à distance par le renforcement de l'offre e-learning au sein de deux universités pilote en Afrique de l'Ouest à savoir: l'Université virtuelle du Burkina Faso (UVBF) et l'Institut national supérieur de technologie industrielle (ENSTI) de Lokossa au Bénin, développer les infrastructures numériques et faciliter la connectivité dans deux établissements supérieurs et de recherche (ESR), renforcer les usages et formation en ligne de qualité à une échelle locale, mutualiser les ressources. Convaincre et mobiliser les décideurs autour d'un projet novateurs à travers l'exemplarité et la réussite, soutenir durablement les solutions de connectivité et d'e-learning avec une ambition nationale. Tels sont les châtiers sur lesquels se dévouera Africa Digital Campus (ADC) les 24 prochains mois au Bénin et au Burkina-Faso. Ministre de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique, Eléonore Ladékan Yayi a rappelé l'impact de la pandémie qui a induit des bouleversements et a appelé à de nouvelles habitudes dans le secteur. « Le projet ADC vient à point nommé. Il permettra d'améliorer l'accessibilité en ligne de nos apprenants, une meilleure mutualisation des ressources disponibles dans les pays concernés et la formation des formateurs », a-t-elle confié. Ce projet qui entend favoriser la continuité et la qualité des études supérieures en Afrique de l'Ouest à travers le renforcement des infrastructures réseau et l'offre e-learning des universités locales, devrait impacter plus de 1000 étudiants et enseignants. Selon Valérie Verdier, Directrice de l'Institut de Recherche pour le développement (IRD), « C'est une manière de répondre aux défis qui se posent à l'enseignement et à l'éducation en



• Photo de famille

Afrique. Les questions de l'accès à l'enseignement de qualité sont au cœur des Objectifs de développement durable de l'agenda, c'est l'une des pierres angulaires ». A l'en croire, « l'enseignement à distance est l'un des moyens pour relever le défi de l'éducation de la jeune génération. ADC va permettre l'accès à l'enseignement et à la connaissance aux jeunes, aux femmes sans pour autant se déplacer dans nos villes ». Un projet complet avec trois composantes intégrées qui s'inscrit dans la démarche globale du gouvernement béninois, a témoigné Marc André Loko, Directeur de l'Agence des systèmes d'information et du numérique qui a évoqué la composante infrastructurelle, renforcer et étendre la plateforme e-learning puis la formation d'un du personnel enseignants pour accompagner l'adoption du e-learning. « Le lancement de l'ADC témoigne de la solidité du partenariat entre l'UE, l'AFD et le Bénin », croit savoir la responsable pôle régional AFD qui a mis l'accent sur une cible de plus de 1000 étudiants

en vue d'impulser une nouvelle dynamique dans le secteur. « Ce projet s'arrime à ce que nous avons défini comme étant nos besoins et nos attentes », a confié Aurélie Adam Soulé Zoumarou, ministre du numérique et de la digitalisation, qui a souhaité que le projet ne s'arrête pas à sa phase pilote mais puisse être généralisé: « Nous souhaitons que cela se pérennise, quelque chose qui peut se généraliser dont on peut tirer des enseignements pour aller à l'échelle ». Pour ce faire, la ministre Eléonore Ladékan Yayi a martelé l'engagement du gouvernement à jouer sa participation en s'assurant que les différentes parties ont compris leur rôle. Il faut noter que le projet ADC, financé par l'AFD sur des fonds délégués par l'UE s'inscrit dans le cadre du programme de l'UE intitulé « Connectivité et solution numérique pour renforcer la résilience face à la crise Covid-19 des systèmes d'éducation, de santé et des MPMEs dans les Etats membres de l'organisation des Etats d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique (OEACP)».



## AUX DECIDEURS...

## Une dynamique économique rompue

Le stade de l'amitié général Mathieu Kérékou de Kouhounou à Cotonou qui scelle l'amitié entre le Bénin et la Chine, est devenu au cours de ces 20 dernières années, un véritable centre commercial. Sa galerie qui ceint les infrastructures sportives (le palais des congrès, la piscine, les nombreuses aires de jeux dont celles du Law tennis et du football), est constituée de boutiques, de débits de boissons, de restaurants, qui s'alternent avec les agences de tourisme et voyages, de banques, d'assurances et de réseaux de téléphonie mobile. Dans cet univers qui défie l'esthétique et où l'on côtoie quelque fois des velléités d'insécurité qui perturbent la quiétude de belles de nuit, le désordre était quasi-total. En effet, les belles de nuit ont fait de la façade extérieure du stade la vitrine d'exposition des rondeurs et d'attraction de bites. Elles ne manquent pas de faire de bons chiffres d'affaires. Les vendeurs ambulants dont certains sont animés d'intentions malveillantes se pavanent à longueur de journée sur l'esplanade et il n'est pas rare que se signalent des vols de biens précieux de certains usagers. Dans cet environnement hostile à la quiétude aussi bien des belles de nuit que des usagers de la galerie marchande, le stade de l'amitié de Kouhounou offrait l'occasion aux promoteurs d'entreprises de brasser pour les uns quelques dizaines de mille et pour d'autres des centaines de mille voire des millions de francs CFA au quotidien. Avant le déguerpissement de juin 2022, il était loisible aux usagers du stade de l'amitié de Kouhounou de se ravitailler en tout ou presque tout : vêtements, chaussures, bijoux, articles de bureau, ustensiles de cuisine etc. Il servait aussi souvent de lieu d'escale pour nombre de fonctionnaires qui résident sur le territoire de la commune d'Abomey-Calavi. En effet, pour éviter le go slow à la fermeture des bureaux, nombre de fonctionnaires en partance sur Ouidah ou Abomey-Calavi observaient la pause stratégique pour éviter le stress. Entre 19h et 21h, ces derniers prennent beaucoup de leurs rendez-vous sur l'esplanade du stade de l'amitié avant de regagner sereinement leur résidence après avoir participé à faire fonctionner l'économie de la soirée. Malgré les services que rendait l'esplanade du stade de l'amitié général Mathieu Kérékou de Kouhounou, le moment était venu de revoir la structure de sa galerie marchande. Or, il est impossible de faire des omelettes sans casser des œufs. D'où la rupture de la dynamique commerciale qui y a régné pendant plusieurs lustres. Chaque agent commercial a trouvé un nouvel espace foncier pour poursuivre ses activités. L'ancienne chaîne est rompue certes. Il est à souhaiter que les travaux de réhabilitation du stade de l'amitié se fassent rapidement afin d'offrir une nouvelle galerie marchande aux usagers qui ont pris goût à fréquenter l'esplanade du stade de l'amitié général Mathieu Kérékou de Kouhounou.

Jean-Claude KOUAGOU

## Eco secret

Décarbonisation : AngloGold Ashanti va émettre une obligation verte de 250 millions USD

AngloGold Ashanti, compagnie minière sud-africaine, a annoncé mercredi 12 octobre, son intention d'émettre prochainement une obligation verte de 250 à 300 millions USD pour financer ses projets de décarbonisation en Afrique et dans le monde. Cette initiative entre dans le cadre de la réduction de ses émissions de gaz à effet de serre (GES) de 30% d'ici 2030. Pour atteindre ses objectifs, le géant minier a fait savoir qu'il va se baser sur l'utilisation intensive d'énergie propre pour ravitailler en électricité ses mines d'or qui se trouvent en Afrique et ailleurs dans le monde.

## Broulaye Bagayoko sur l'endettement en Afrique

## « Aujourd'hui, on est en esclavagisme de la dette »

(La constitutionnalisation de la dette est une des meilleures solutions)

La question de l'endettement a souvent été objet de débat houleux entre les sachants et même le bas peuple en Afrique. Pour les uns, les pays africains s'endettent assez. Ce n'est cependant pas un crime selon d'autres. Entre politiques, la méfiance subsiste, car vu comme un instrument politique, des États comme le Bénin au détour d'une révision constitutionnelle en 2019, ont sauté le verrou du Parlement pour tout endettement. On est préoccupé également par l'intérêt de certaines dettes engagées et d'autres exigent des audits ou une annulation de dettes dites illégitimes car n'ayant pas servi au développement. C'est la raison d'être du réseau CADTM/Afrique, Comité pour l'Abolition des Dettes Illégitimes, fondé le 15 Mars 1990 et présent dans 16 pays en Afrique (09 pays en Afrique de l'Ouest, 04 pays en Afrique Centrale, 02 pays en Afrique du Nord et 01 pays en Afrique de l'Est). Broulaye Bagayoko en est le Secrétaire permanent. Dans cette interview, il s'ouvre à votre journal sur la problématique de la dette en Afrique, la question de sa gestion, son annulation, et les enjeux autour. Lisez...

**Q**uel est le niveau de la dette de l'Afrique subsaharienne ? Le stock de la dette ça vaut quoi actuellement ?

Le stock de la dette pour l'Afrique subsaharienne nous, sommes à 626 milliards de dollars. Dans les 626 milliards de dollars, mon pays par exemple, le Mali a 5521 milliards de FCFA et le Bénin également a une dette de 5438,70 milliards de dollars FCFA. Et, la remarque, c'est que la dette a largement doublé notre budget national, ce qui fait qu'aujourd'hui, on est en quelque sorte à l'esclavage de la dette, il faut chercher une solution pour s'en sortir.

**Quand on parle de solution pour s'en sortir, cela veut dire que la dette impacte les budgets, les services sociaux, la santé, l'éducation... La population à la base qu'elle le veuille ou non, subit l'effet de la dette. C'est bien de cela qu'il s'agit ?**

C'est de cela qu'il s'agit. Si je prends le pourcentage de la dette béninoise par rapport à son PIB, on parle de 50,02%, le Mali est à 53% par rapport à son PIB. Ça veut dire que plus que la moitié de la richesse nationale du pays est destinée au remboursement du service de la dette. Donc le reste doit être réparti entre les différents secteurs, mais ne suffit pas en réalité. Il y a aussi les conditionnalités que les créanciers posent dans les accords de prêt notamment les privatisations de nos secteurs porteurs, la réduction des effectifs au sein de la fonction publique qui a aussi créé le problème de chômage des jeunes qui sortent des écoles et n'ont pas d'emplois. Il y a aussi la suppression de la bourse aux étudiants, aux élèves dans certains pays. Vous allez voir que l'OMS a dit 1,5 pour 5000 habitants, une sage-femme pour 5000 habitants. Mais regardez, on parle de la réduction des effectifs de la fonction publique, ça veut dire qu'on ne pourra pas atteindre ce ratio-là. Les infrastructures scolaires également, l'insuffisance des infrastructures et du personnel enseignant sont là. Certains pays à la demande de leurs créanciers avaient même fermé les instituts de formation des maîtres, la décentralisation est venue, on a rouvert, n'importe qui est appelé enseignant et c'est ce qui explique la baisse de niveau aujourd'hui.

**A vous entendre, il y a lieu d'annuler cette dette, on sent cette envie-là de l'effacer. Dites-nous est-ce que vous avez une recette pour effacer la dette et comment y parvenir ?**

Pour effacer la dette aujourd'hui, c'est très simple.

Vous savez, il y a la dette multilatérale, bilatérale, la dette intérieure. Pour effacer cela, ça peut être l'initiative des créanciers eux-mêmes qui vont eux-mêmes complètement effacer la dette. Mais au-delà de l'initiative personnelle des créanciers, il y a l'initiative personnelle de l'État qui doit décider d'aller dans un audit citoyen de la dette, en impliquant donc les citoyens. Donc les résultats de cet audit-là, vont voir quels sont les emprunts qui ont servi au peuple et les dettes qui n'ont pas aussi servi le peuple. A la lumière des résultats, on va se prononcer en faveur de l'annulation des dettes qui n'ont pas réellement servi l'intérêt de nos pays. Dans cet audit-là, il y a des juristes, des économistes, sociologues, diplomates... qui font un travail colossal, qui établissent des causalités entre l'endettement et la pauvreté pour analyser les accords de prêt qui ont été violés par les créanciers eux-mêmes où il y a des conditions qui ont été



• Broulaye Bagayoko / Secrétaire permanent CADTM/Afrique

imposées mais ne devraient pas l'être. Donc pour l'effacer, c'est la base d'un audit citoyen de la dette en impliquant le citoyen, qu'on prenne le courage politique de dire qu'on ne va pas rembourser cette dette qui a servi comme l'ont fait, Fidèle Castro, Raphaël Koréa, Juan Evo Morales Ayma de la Bolivie, comme l'a fait Hugo Chávez. Des pays ont réussi dans le monde à annuler leurs dettes, le Mexique, l'Argentine... tous ces pays-là ont réussi à annuler les parties de leur dette qui n'ont pas servi au développement de leur peuple.

**On suppose un instant qu'on parviendrait à annuler la dette mais on continue de vivre, on a toujours des relations avec ces pays avec lesquels on était en relation jusqu'aujourd'hui. On ne doit pas continuer comme ça. Il y a certainement d'autres actions à mener pour éviter que ça se répète. Vous avez parlé de la constitutionnalisation de la dette. Est-ce que ça rentre dans les outils de la dette qu'on devait institutionnaliser. Et qu'est-ce que c'est ? Est-ce que ça entre dans les outils à utiliser pour éviter les endettements à outrance connus aujourd'hui ?**

Tout d'abord, je dirais que nos États sont créanciers vis-à-vis du reste du monde. Nous ne sommes pas débiteurs. L'Afrique doit se mettre dans un statut de créancier et non de débiteur. Pourquoi je le dis ? On dit que chaque année, il y a mille milliards de dollars qui se sont volatilisés, qui quittent

le continent africain vers les paradis fiscaux. La fraude et l'évasion fiscale, les multinationales sont là et ne paient pas. Nos ressources naturelles ne sont pas exploitées dans l'intérêt supérieur des nations. En gérant tous ces problèmes-là, on peut se passer de la dette. Mais la constitutionnalisation de la dette est l'une des meilleures solutions. Il faut éviter que l'unique document de référence en matière de document soit l'accord de prêt qui lie le créancier au débiteur, mais encadrer l'endettement dans la constitution, orienter la dette vers le développement endogène. Il faut que les prêts soient investis dans les projets et programmes qui vont générer leur remboursement. Il faudrait aussi que la constitution interdise certaines façons

de s'endetter, notamment transformer des dettes privées en des dettes publiques, notamment interdire les taux d'intérêt excessifs et très élevés, faire en sorte que l'endettement ne puisse pas affecter la souveraineté nationale. Il faut éviter de s'endetter aussi lorsque les recettes fiscales du pays et les autres structures de la coopération internationale sont suffisantes pour couvrir en réalité les dépenses publiques. Puisqu'on voit des pays qui n'ont pas besoin de s'endetter qui continuent de s'endetter. En réalité, ce n'est pas du tout normal et bizarrement ce sont des dettes liées. Par exemple, la France accepte de prêter 2000 Euros au Bénin à condition que le Bénin achète 2000 milliards de marchandises à la France. La Tunisie s'est endettée pour racheter ses propres terres à la France. C'est des terres que la France a confisqué pendant la colonisation. Elle n'est plus là mais pense que ces terres lui appartiennent toujours et la Tunisie s'est endettée pour racheter ses propres terres.

A vous entendre, on tombe des nues et c'est possible que des pays africains soient dans cette situation sans le savoir puisqu'on peut parler des baptêmes coloniaux qui relèvent aussi de la dette coloniale, on a bien l'impression que ce sont des choses qu'on entend pour la première fois. Alors qu'est-ce que vous avez à dire aux Africains ou Ouest-africains, Maliens, Béninois etc. On sait par exemple que le Mali est un pays minier mais fortement endetté. Un contraste...

**Qu'est-ce que vous avez à dire ?**

Oui la production minière du Mali varie entre 50 à 60 tonnes par an. Vous voyez ce que ça fait comme revenu. Il y a des chercheurs qui ont dit que nous ne bénéficions pas de l'exploitation de notre or. On parle de 20%. Pour le

Burkina ça ne vaut pas ça. Au Mali, on dit qu'il y a 800 grammes sur 900 qui disparaissent dans les mines d'or. Ça veut dire que nos autorités ne contrôlent pas la production minière.

Donc, il y a une fausse déclaration de la quantité réellement produite. L'administration est absente des sociétés minières qui coulent l'or. C'est au moment de transporter l'or qu'on appelle la douane pour venir nous montrer la quantité, alors que ce n'est pas la quantité qui a été extraite. Au Burkina Faso par exemple, récemment, ils ont voulu faire sortir de l'or en disant que c'est du charbon fin et il y a eu un conflit entre la douane du Burkina-Faso et le responsable de la société minière. Ils étaient obligés d'amener l'or dans des laboratoires pour constater effectivement cela. Et on a montré que ce n'était pas du charbon fin. On voulait faire sortir l'or disant que c'est du charbon fin. L'appel que j'ai donc à lancer à la jeunesse africaine, notre démarche, ce n'est pas de libérer le peuple mais c'est d'amener le peuple à se libérer de lui-même. C'est notre objectif. La jeunesse doit se dire, moi mon avenir ne sera pas décidé sans mon implication. Il faut que la jeunesse africaine se considère comme

sujet politique. Pas de politique politicienne, chercher à briguer le pouvoir mais, une politique de développement. Mon avenir ne sera pas décidé tant

que mon point de vue n'est pas pris en compte. Car, quand on regarde, l'Afrique est immensément riche en termes de ressources naturelles mais il est le continent le plus pauvre dans le monde. C'est une situation paradoxale.

Réalisation : Bidossessi WANOU  
Transcription : Maribelle EKAGNON

**qu'aujourd'hui, on est en quelque sorte à l'esclavage de la dette**

**Il faut que les prêts soient investis dans les projets et programmes qui vont générer leur remboursement**

**la constitutionnalisation de la dette est l'une des meilleures solutions**

**La Tunisie s'est endettée pour racheter ses propres terres à la France**

Crise économique mondiale

Comment se préparer pour la nouvelle réalité ?

Alors que le coût de la vie ne cesse de flamber, une récente étude du Forum économique mondial (WEF) prévient que la pauvreté risque d'augmenter tant dans les pays riches que dans les pays à revenu faible. Cette nouvelle réalité, poursuit le WEF, aura des répercussions sur les inégalités et l'élargissement des écarts sociétaux. Alors, que peuvent faire les décideurs ?

● Issa SIKITI DA SILVA

Les chefs économistes qui se sont confiés au WEF ont tous prédit que les salaires ne suivraient pas le rythme de la flambée des prix, et qu'ils vont probablement baisser dans les économies à faible revenu en 2022 et 2023, et de 80% dans les économies à revenu élevé.



Cela va entraîner une détérioration continue du pouvoir d'achat des ménages, aggravée par des pressions globales sur les produits de première nécessité tels que l'alimentation et l'énergie, ont-ils renchéri dans une analyse publiée récemment sur le site du WEF.

A en croire Saadia Zahidi, directrice générale du WEF, l'inégalité croissante entre et au sein des pays est l'héritage persistant de la COVID-19, de la guerre et de l'action politique non coordonnée. « Avec la montée en flèche de l'inflation et la baisse des salaires, la crise mondiale du coût de la vie frappe le plus durement les plus vulnérables. Alors que les décideurs visent à contrôler l'inflation tout en minimisant l'impact sur la croissance, ils devront assurer un soutien spécifique à ceux qui en ont le plus besoin ».

Somber dans la pauvreté

Eric Parrado, chef économiste et DG du Département de la recherche à la Banque interaméricaine de développement (IADB), a

déclaré : « À court terme, les gouvernements devraient fournir des transferts aux populations les plus pauvres pour compenser les augmentations des prix alimentaires. Cela aide à empêcher les gens de sombrer dans la pauvreté et l'extrême pauvreté. Les subventions doivent être conçues et financées avec soin pour éviter des déséquilibres budgétaires plus importants qui pourraient contribuer à des taux d'inflation plus élevés ».

A long terme, dixit Eric Parrado, il faudra investir dans l'innovation agricole, la recherche et l'adaptation au changement climatique ; des facteurs importants pour améliorer la productivité des agro-industries, la résilience des systèmes alimentaires et le renforcement de la sécurité alimentaire à long terme.

Pour Gregory Daco, chef économiste chez EY-Parthenon, aux États-Unis, les différents moteurs de l'activité économique qui étaient auparavant considérés comme une évidence

devraient mériter désormais beaucoup plus d'attention de la part des entreprises, des investisseurs et des consommateurs.

« Il y aura cinq principes fondamentaux à ce nouveau paradigme : l'inflation, le travail, la chaîne d'approvisionnement, le coût du capital, et les questions environnementales, sociales, de gouvernance et de durabilité », a-t-il souligné.

Selon Svenja Gudell, chef économiste chez Indeed, l'accès à de bons emplois fait partie intégrante de l'obtention et du maintien de la qualité de vie et du bien-être. Du point de vue du marché du travail, les politiques qui pourraient profiter considérablement aux populations vulnérables comprennent, entre autres, l'embauche fondée sur les compétences, la transparence des salaires et des rémunérations, l'embauche de la deuxième chance, les outils d'accessibilité et les aménagements, et l'embauche inclusive et impartiale.

Mois du consommions local à Porto-Novo

Grande mobilisation pour la promotion des produits "made in Benin"

(Les forains saluent l'engagement de la Ddic O/P)

Porto-Novo, la capitale du Bénin, accueille depuis la semaine écoulée pour le compte des départements de l'Ouémé et du Plateau, la 3ème édition du mois du consommions local. La cérémonie officielle d'ouverture de la foire consacrant cet événement d'échanges commerciaux s'est déroulée lundi 24 octobre 2022 en présence des autorités politico-administratives de l'Ouémé, des élus municipaux et locaux de la ville capitale, des responsables d'associations de consommateurs, des artisans et autres acteurs de la chaîne de production et de commercialisation des produits « made in Benin ». A l'occasion, les mérites du directeur Apollinaire Togbadji et de toute l'équipe de la direction départementale de l'industrie et du commerce de l'Ouémé-Plateau ont été reconnus.

● G.N.

Consommation des produits locaux : focus sur la promotion des produits issus de l'élevage et de la pêche ». C'est le thème choisi cette année pour la célébration de cette troisième édition du mois du consommions local. A Porto-Novo, la capitale du Bénin, c'est sur une note d'engagement pour la promotion des produits locaux que l'évènement a été célébré. La touche particulière de la direction départementale de l'industrie et du commerce de l'Ouémé-Plateau a séduit les acteurs de la chaîne de production et de commercialisation des produits « made in Benin » ainsi que les élus municipaux et locaux de Porto-Novo, fortement mobilisés pour la cérémonie officielle d'ouverture de la foire. Au pupitre pour planter le décor des interventions, Charlemagne YANKOTY, maire de la ville de Porto-Novo, a salué la forte mobilisation des acteurs de différentes



chaînes de valeur autour de cette foire et s'est réjoui du choix porté sur la ville de Porto-Novo pour abriter l'étape de l'Ouémé et du Plateau. Il a fait savoir que la pandémie de Covid-19 et la guerre Russie-Ukraine ont été des facteurs de prise de conscience des africains; et par ricochet des Béninois, à accorder une place de choix aux produits locaux face à la cherté et la rareté des produits importés du fait de ces tragédies. Il a été suivi dans ce raisonnement par les intervenants qui l'ont succédé au pupitre à savoir les représentants des forains et bien d'autres autorités. Le directeur départemental de l'industrie et du commerce, à son tour, précisera que cette initiative est une recommandation de

l'UEMOA à l'endroit des Etats membres de l'espace économique ouest-africain à faire durant le mois d'octobre la promotion des produits locaux d'où le mois du consommions local. Il a manifesté sa joie de constater la forte mobilisation des acteurs de production de l'Ouémé et du plateau autour de cette initiative où Porto-Novo abrite l'étape des départements de l'Ouémé et du Plateau. « Je souhaite que les populations saisissent cette occasion pour faire de bons achats et pour découvrir la qualité des produits "made in Benin" », a-t-il martelé avant de réitérer la constante disponibilité de ses services à accompagner convenablement les opérateurs économiques pour la valorisation de leurs différents produits. Après l'ouverture de la foire prononcée par le représentant du préfet, les autorités et invités ont parcouru les différents stands où sont exposés différents produits qui expriment la richesse du potentiel des départements de l'Ouémé et du Plateau.



Baromètres Bénin

Bénin Production industrielle	10,70%	Trading economics
Bénin Inflation alimentaire	-6,30%	Trading economics
Efficacité des pouvoirs publics	-0,50	Trading economics
Emission de CO2	0,614 tonnes métriques par habitant	Banque mondiale (2014)

Indice de liberté de presse	31,74 points	Reporters Sans Frontières 2019
Indice de corruption	40 points	Transparency international 2019
Climat des affaires	52.4 points	Banque mondiale 2019
Indice de prospérité	-2 rang	Institut Legatum

Référentiel		
Indices	Valeur	Sources
Indice GINI	43,4%	2016
Indice de la compétitivité mondiale	3,5%	2016
Indice des prix à la consommation (IPC)	100,50 points	Statistiques mondiales
Indice Bénin de la liberté humaine	7,32	Institut Fraser 2022
Indice de démocratie	5,74 points	The Economist
Indice de développement humain (Idh)	0,515 points	PNUD 2018

Position du Bénin dans la sous-région			
Indices	Rang UEMOA	Rang mondial	Source
Développement humain	1er	163ème sur 189 pays	PNUD
Démocratie	2ème	81ème	The Economist
liberté de presse	5ème	96ème	Reporters Sans Frontières

## Don de kits scolaires à Tangbo-Djèvié/Zè

## La SIPI-Bénin et ses partenaires en soutien à 2.800 écoliers et élèves

En charge de l'aménagement et du développement de la Zone industrielle de Glo-Djigbé (GDIZ), la Société d'investissements et de promotion de l'industrie (SIPI-Bénin), et ses partenaires, s'investissent dans l'éducation dans la commune de Zè, précisément à Tangbo-Djèvié. Au titre de l'année scolaire 2022-2023, la société et ses partenaires ont procédé à la distribution de kits scolaires à près de 3000 écoliers et élèves de la localité.

● Sylvestre TCHOMAKOU

Au-delà de la promotion de l'investissement industriel qui est sa raison d'être, la Société d'investissements et de promotion de l'industrie (SIPI-Bénin), fait du développement communautaire, de l'éducation de base, une priorité. Après le don de 1.400 kits scolaires en 2021, la société, avec l'appui de ses partenaires, a gratifié de 2.800 kits scolaires, et écoliers et apprenants des écoles primaires publiques de Anavié, Agbodjèdo, Djitin-aga, Houzè et du Collège d'Enseignement Général de Tangbo, dans la commune de Zè. S'ajoutant à une kyrielle d'actions sociales dans les arrondissements et villages environnants, ce don en fournitures scolaires de la SIPI-Bénin et ses partenaires, d'un coût global



● Remise de kits à quelques écoliers

de 10 millions FCFA, se veut avant tout, d'accompagner la construction de ces milliers d'enfants, promesse d'avenir. Rappelant qu'il s'agit d'une suite de ce qui a été fait en 2019, « cette année, nous avons doublé le nombre de kits scolaires. L'éducation de nos enfants représente pour SIPI-BENIN S.A, une priorité car c'est au cours de la petite enfance et de l'enseigne-

ment primaire que les enfants acquièrent les compétences fondamentales pour leur avenir », a rassuré le DG de la SIPI-Bénin, Létondji Béhéton. Saisissant l'occasion, il a porté à la connaissance des participants, la fin de la 1ère phase du projet de la GDIZ, un an après le démarrage des travaux. « (...) Nous avons signé des contrats de réservation de parcelles avec 36 investisseurs pour un montant total d'investissement de plus

de 600 milliards de FCFA », va-t-il annoncer, tout en précisant qu'en « créant cette zone industrielle de 1640 hectares, l'objectif des deux (02) partenaires est de faire du Bénin un hub industriel et d'assurer la transformation de nos produits agricoles notamment le cajou, le coton, le karité, le soja, le bois, etc. ».

Heureux de l'engagement de la SIPI-Bénin et ses partenaires aux côtés du développement de la commune de Zè, le maire Moussa Amadé n'a pas manqué de dire sa reconnaissance. « C'est un geste qui contribuera à coup sûr à l'amélioration des résultats scolaires ainsi que le taux de fréquentation », va-t-il exprimer et inviter les parents d'élèves et d'écoliers à être à l'écoute de leurs enfants pour de meilleurs résultats. Au nom de ses pairs, le Directeur de l'EPP Agbodjèdo, Jean-

Charles Fahala, s'est également enclin à féliciter la SIPI-Bénin et les autres partenaires pour leur appui continu. Au nombre des partenaires de la SIPI-Bé-

nin dans cet appui, on note : Business and Engineering, CGTS, SIBP, CCS Infra, PNHG, Nexus Floral, AKPOTIN ERIN SARL, GRM.



BOURSE REGIONALE DES VALEURS MOBILIERES S.A.  
Afrique de l'Ouest

Siège Social : Côte d'Ivoire 18, rue Joseph AMONA - 01 BP 3802 Abidjan  
☎ : (225) 20 32 66 85 / 20 32 66 86 Télécopie : (225) 20 32 66 84 E-mail : brvm@brvm.org

ANTENNE NATIONALE DE BOURSE DU BENIN

Adresse : Immeuble CCIB Avenue Charles de GAULLE 01 BP 2985 Cotonou  
Téléphone : (229) 21 31 21 26 / 21 31 21 39 Télécopie : (229) 21 31 20 77

## COMMUNIQUE DE L'ANTENNE NATIONALE DU BENIN DE LA BRVM

### Initiation gratuite à la bourse

La Direction de l'Antenne nationale du Bénin de la Bourse Régionale des Valeurs Mobilières (ANB BRVM) informe le public qu'elle organise une formation pour vulgariser la Bourse et développer la culture boursière au Bénin.

Thème de la formation : « Initiation à la bourse et aux valeurs mobilières »

#### Modules de formation

- MODULE 1 : Introduction à la bourse et au marché financier ;
- MODULE 2 : Initiation au marché des actions ;
- MODULE 3 : Initiation au marché des obligations.

Pour une meilleure assimilation des enseignements dispensés, les participants sont invités à suivre la totalité des modules proposés, et dans l'ordre indiqué.

**Lieu de la formation :** Antenne Nationale du Bénin sise dans l'enceinte de la Chambre de Commerce et d'Industrie du Bénin (CCIB) à Cotonou.

Effectif par formation : **15 à 20 personnes** par session et par module.

**La participation aux formations est gratuite.**

Les participants à chaque session de formation seront soumis, après chaque module, à un contrôle de connaissance (test d'évaluation) neutre et transparent. Une attestation sera délivrée aux participants à la fin de la formation

**Inscription gratuite tous les jours ouvrables à l'antenne nationale du Bénin sise à la CCIB**

**Pour tout renseignement, contacter le 21 31 21 26 / 21 31 21 39**

**NB : la formation se déroulera simultanément dans tous les pays de l'espace UEMOA**

## Avis très important

Toute l'économie nationale, sous-régionale, africaine et internationale dans un seul quotidien.

Le tout premier quotidien économique béninois : **L'économiste.**

**L'économiste**, c'est des informations économiques, bancaires, financières et boursières du Bénin et d'ailleurs traitées et des dossiers réalisés pour le développement économique et social du continent africain.

L'économiste, c'est des chiffres clés de l'économie béninoise, les tendances boursières avec la Bourse régionale des valeurs mobilières (BRVM), l'actualité économique, financière en temps réel.

**L'économiste, le journal des décideurs**

## Afrique de l'ouest

# La Côte d'Ivoire consolide son statut de pays le plus riche

Après avoir réussi l'exploit de dépasser le Ghana et le Nigeria, aux richesses naturelles considérablement supérieures, la Côte d'Ivoire creuse l'écart et confirme son statut de pays le plus riche d'Afrique de l'Ouest continentale, en termes de PIB par habitant. La performance de la Côte d'Ivoire est le résultat de nombreuses réformes et d'une politique active de diversification, qui lui ont également permis de dépasser l'Angola, géant du pétrole et des diamants, ou encore le Kenya, pays le plus prospère d'Afrique de l'Est continentale (hors Djibouti).

Selon les données récemment publiées par la Banque mondiale, la Côte d'Ivoire affichait un PIB par habitant de 2 579 dollars début 2022, devançant ainsi le Ghana et le Nigeria dont la richesse par habitant s'établissait à 2 445 dollars et 2 085 dollars, respectivement. En creusant l'écart par rapport à l'année précédente, au terme de laquelle son PIB par habitant était de 2 326 dollars (contre 2 254 dollars et 2 097 dollars, respectivement), la Côte d'Ivoire consolide ainsi sa position de pays le plus riche d'Afrique de l'Ouest (hors Cap-Vert, très petit pays insulaire de seulement 0,5 million d'habitants, et ne pouvant donc être pris en compte pour l'établissement de comparaisons pertinentes en matière de richesse et de développement économique et social). Par ailleurs, la Côte d'Ivoire devance désormais assez largement des pays comme l'Angola (2 138 dollars) ou le Kenya (2 007 dollars).

Une grande performance due à un dynamisme record. Cette évolution constitue une grande performance pour la Côte d'Ivoire, dont les richesses naturelles non renouvelables sont très modestes en comparaison avec celles du Ghana et du Nigeria. En effet, le Ghana est le premier producteur africain d'or et le cinquième producteur de pétrole d'Afrique subsaharienne, avec une production respectivement trois fois et six fois supérieure à celle de la Côte d'Ivoire (qui extrait environ 40 tonnes d'or et 30 mille barils de pétrole par jour). De son côté, le Nigeria était encore le premier producteur de pétrole du continent en 2021, avec



un niveau de production environ 50 fois supérieur à celui de la Côte d'Ivoire, qui a également été très largement dépassée en la matière par l'Angola, deuxième producteur africain avec une production environ 40 fois supérieure (et qui est aussi le deuxième producteur de diamants, après le Botswana, et le quatrième au niveau mondial). Observant une baisse progressive de sa production pétrolière, et faute d'une diversification de son économie et de ses exportations, qui reposent encore à environ 90 % sur les hydrocarbures, le Nigeria devrait également être assez bientôt dépassé par le Sénégal, deuxième pays francophone le plus riche d'Afrique de l'Ouest, avec un PIB par habitant en hausse constante et s'établissant à 1 606 dollars début 2022.

L'importante progression de la Côte d'Ivoire résulte de la très forte croissance que connaît le pays depuis plusieurs années. Sur la période de dix années allant de 2012 à 2021, période suffisamment longue pour pouvoir établir des comparaisons internationales, la Côte d'Ivoire a réalisé la plus forte croissance au monde dans la catégorie des pays ayant un PIB par habitant supérieur ou égal à 1 000 dollars, avec une croissance annuelle de 7,1 % en moyenne. Plus impressionnant encore, elle se classe deuxième toutes catégories confondues, pays très pauvres inclus, faisant ainsi mieux que 30 des 31 pays au monde qui avaient un PIB par habitant inférieur à 1 000 dollars début 2012. La Côte d'Ivoire n'est alors dépassée que par l'Éthiopie, qui a connu une croissance annuelle de 8,6 % en moyenne. Une performance qui résulte essentiellement du très faible niveau de développement de ce pays d'Afrique de l'Est, qui était le deuxième pays le plus pauvre au monde début 2012, et qui en demeure un des plus pauvres avec un PIB par habitant de seulement 944 dollars début 2022 (soit un an après le dé-

clenchement d'une guerre civile, ayant fait jusqu'à présent quelques dizaines de milliers de victimes).

De leur côté, et sur cette même période de dix années, le Nigeria a enregistré une croissance de seulement 2,5 % en moyenne annuelle, tandis que le Ghana a affiché une progression annuelle de 5,1 %. De même, il est à noter que la croissance ivoirienne a également été largement supérieure à celle de pays comme l'Angola (0,9 %), le Kenya (4,4 %) ou encore l'Afrique du Sud, géant minier du continent (premier producteur africain de charbon, de fer, de manganèse ou encore de nickel, deuxième producteur d'or...), et dont la hausse annuelle moyenne du PIB s'est établie à seulement 0,9 % sur la période.

Par ailleurs, il est à signaler que la Côte d'Ivoire est récemment devenue le premier pays africain de l'histoire (et le seul encore aujourd'hui) disposant d'une production globalement assez modeste en matières premières non renouvelables, à dépasser en richesse un pays d'Amérique hispanique, à savoir le Nicaragua dont le PIB par habitant atteignait 2 091 dollars début 2022 (hors très petits pays africains de moins de 1,5 million d'habitants, majoritairement insulaires). La Côte d'Ivoire devrait d'ailleurs prochainement devancer le Honduras, dont le PIB par habitant se situait à 2 831 dollars.

Dans un autre registre, il est à noter que les performances économiques de la Côte d'Ivoire se sont accompagnées d'une maîtrise de l'endettement, avec un niveau de dette publique s'établissant à seulement 52,1 % du PIB début 2022, selon le FMI, contre non moins de 82,1 % pour le Ghana voisin. S'il demeure supérieur à celui du Nigeria (36,6 %), le niveau d'endettement de la Côte d'Ivoire reste largement inférieur à celui de pays comme l'Angola (86,4 %), le Kenya (67,8 %) ou encore l'Afrique du Sud (69,0 %).

Financial Afrik

## Hydrocarbures

# Le Sénégal rejoint le Forum des pays exportateurs de gaz



Le Sénégal devrait rejoindre dès 2023 le club des puissances gazières, grâce notamment au projet Grande Tortue Ahmeyim (GTA). Dans une première étape, il aura un statut d'observateur au sein de « l'OPEP du gaz ».

Le Sénégal a rejoint, ce mardi 25 octobre, le Forum des pays exportateurs de gaz (Gas Exporting Countries Forum/GECF), une organisation intergouvernementale visant à défendre les intérêts des principaux pays exportateurs de gaz naturel.

L'adhésion de Dakar, qui aura un statut d'observateur dans une première étape, à ce forum appelé également « l'OPEP du gaz » a été avalisée par la 24e conférence ministérielle du GECF qui se tient au Caire. Créé en 2001, le Forum des pays exportateurs de gaz vise notamment à permettre aux pays membres d'anticiper de façon collective les évolutions du marché du gaz naturel et de développer l'exploitation de leurs ressources dans les meilleures conditions, notamment économiques et environnementales. Contrairement à l'OPEP, le Forum ne se présente pas comme un cartel de producteurs et il ne fixe pas des quotas de production à ses membres. Le GECF compte 11 pays membres à part entière : 5 en Afrique (Algérie, Égypte, Guinée équatoriale, Libye, Nigeria) ; 2 au Moyen-Orient (Iran, Qatar) ; 3 en Amérique du Sud (Bolivie, Trinité-et-Tobago, Venezuela), en plus de la Russie. Ces pays détiennent ensemble 72 % des réserves mondiales prouvées de gaz naturel, 43 % de la production commercialisée, 55 % des exportations par gazoduc et 50 % des exportations de gaz naturel liquéfié (GNL). Par ailleurs, 8 pays ont actuellement un statut d'observateur : l'Angola, le Mozambique, l'Azerbaïdjan, les Emirats arabes unis, l'Irak, la Malaisie, la Norvège et le Pérou. Le Sénégal devrait rejoindre dès 2023 le club des puissances gazières mondiales, grâce notamment au projet Grande Tortue Ahmeyim (GTA). Ce gisement découvert à 60 kilomètres des côtes sénégal-mauritaniennes recèle quelque 1400 milliards de mètres cubes de gaz.

## Cryptomonnaies

# Yellow Card obtient sa licence pour opérer au Botswana

Une nouvelle ère vient de s'ouvrir pour le secteur des cryptomonnaies en Afrique et au Botswana en particulier. Yellow Card, plateforme d'échange d'actifs virtuels, a obtenu le 29 septembre 2022, une licence de fournisseur des services en la matière. Elle devient ainsi la toute première société sur le continent africain après avoir reçu l'agrément de l'Autorité de Régulations financières non bancaires (Nbfira). En opérant au Botswana, Yellow Card dit compter sur le fort taux d'achat des Botswanais malgré une population réduite estimée à 2,352 millions d'habitants selon les statistiques de 2020. Et ce, grâce à la force de sa monnaie officielle ; le Pula. Pour preuve, cette devise est 5ème dans le Top 15 d'Afrikatech des pays d'Afrique disposant d'une monnaie forte en 2020 après respectivement le Dinar tunisien, le Cedi (Ghana) et le Dirham marocain. Ce facteur explique davantage la rigueur des autorités sur l'investissement réglementé des cryptomonnaies. Avec la licence, Yellow Card suit les traces de la lutte contre le blanchiment des capitaux et la criminalité financière. Inscrite auprès du GoAML et des cellules de renseignement financier au Botswana, Yellow Card s'arrime entre autres, aux exigences de la Règle d'acheminement (Travel Rule) du Groupe d'action financière (Gafi) ainsi qu'à la loi américaine sur les pratiques de corruption à l'étranger (US Foreign Corrupt Practices Act). Présent aujourd'hui dans 16 pays y compris le Cameroun, la société lancée en 2019 par Chris Maurice et Justin Poiroux entend vulgariser en Afrique, des cryptomonnaies à l'instar du Bitcoin, l'Ethereum et les Usdt. La société va permettre aux clients d'acheter, de vendre et de stocker directement ces actifs virtuels. « Cette étape ouvrira de plus grands canaux d'expansion en ce qui concerne les partenaires de paiement, les services bancaires et l'élargissement de notre clientèle en Afrique. Elle montrera également aux autorités de réglementation des autres marchés que nous ne sommes pas une société de crypto-monnaie comme les autres : nous sommes des pionniers, nous repoussons les limites et nous établissons la norme. Une raison de plus pour qu'ils collaborent avec nous », a déclaré Chris Maurice, PDG et cofondateur de Yellow Card.



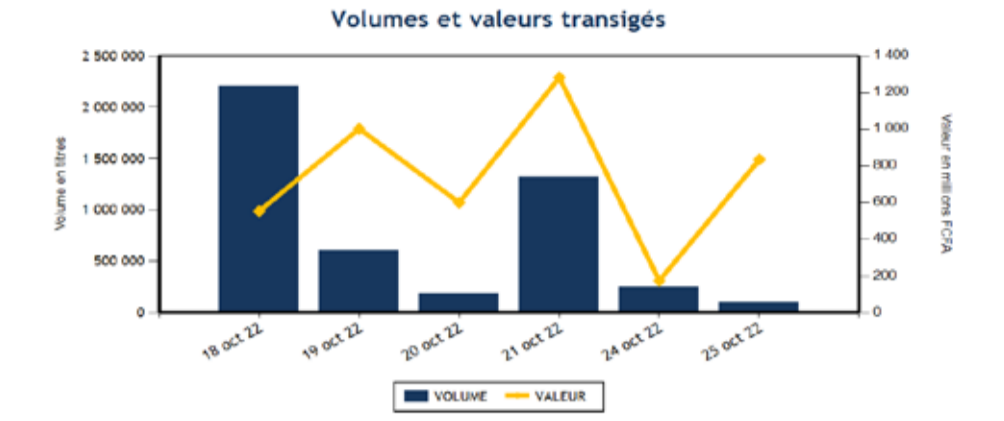
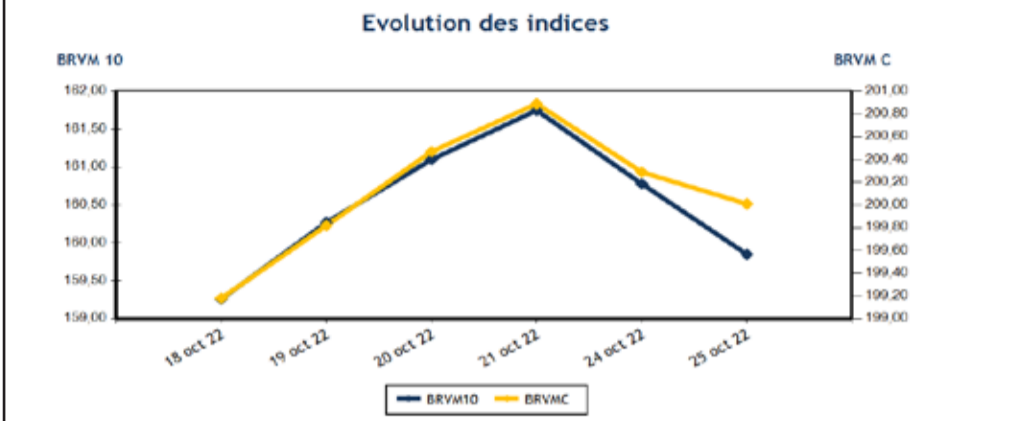
## Exportations vers l'Afrique Subsaharienne

# L'Etat prend en charge 50% des primes d'assurances

Bonne nouvelle pour les opérateurs tunisiens qui exportent leurs marchandises vers les pays de l'Afrique Subsaharienne. En effet, l'Etat prendra en charge désormais 50% des primes d'assurances relatives aux contrats de l'assurance à l'exportation au sens de l'article 101 du code des assurances et relatives aux opérations d'exportations destinées au marché de l'Afrique subsaharienne. Selon un décret-loi publié aujourd'hui vendredi 21 octobre 2022 au JORT, le pourcentage de prise en charge par l'Etat des primes d'assurance est porté sur les ressources du Fonds de garantie des risques à l'exportation. A partir de la date d'entrée en vigueur du présent décret-loi, le Fonds de garantie des risques à l'exportation est chargée de la gestion du système de prise en charge de l'Etat. Le décret-loi demeure applicable pendant une période de douze (12) mois à compter de la date de son entrée en vigueur.

Ecofin du 25 Octobre 2022

<b>BRVM 10</b> 159,85	 <b>BULLETIN OFFICIEL DE LA COTE</b>	<b>BRVM Composite</b> 200,01
Variation Jour <span style="color:red">↓</span> -0,58 %	N° 205 <span style="color:red">mardi 25 octobre 2022</span>	Variation Jour <span style="color:red">↓</span> -0,14 %
Variation annuelle <span style="color:green">↑</span> 4,13 %	Site : <a href="http://www.bvrm.org">www.bvrm.org</a>	Variation annuelle <span style="color:red">↓</span> -1,12 %



Actions	Niveau	Evol. Jour
Capitalisation boursière (FCFA)(Actions & Droits)	6 020 169 248 213	-0,14 %
Volume échangé (Actions & Droits)	98 897	-60,70 %
Valeur transigée (FCFA) (Actions & Droits)	807 828 678	370,59 %
Nombre de titres transigés	43	13,16 %
Nombre de titres en hausse	15	7,14 %
Nombre de titres en baisse	17	41,67 %
Nombre de titres inchangés	11	-8,33 %

Obligations	Niveau	Evol. Jour
Capitalisation boursière (FCFA)	8 766 240 862 471	2,25 %
Volume échangé	2 661	1 062,01 %
Valeur transigée (FCFA)	26 734 400	1 130,58 %
Nombre de titres transigés	8	60,00 %
Nombre de titres en hausse	1	0,00 %
Nombre de titres en baisse	1	0,00 %
Nombre de titres inchangés	6	50,00 %

**PLUS FORTES HAUSSES**

Titres	Cours	Evol. Jour	Evol. annuelle
BOLLORE (SDSC)	1 585	5,67 %	-38,33 %
AIR LIQUIDE CI (SIVC)	860	4,88 %	-3,91 %
TRACTAFRIC MOTORS CI (PRSC)	3 600	4,35 %	-14,29 %
BANK OF AFRICA BN (BOAB)	5 745	2,41 %	8,40 %
CIE CI (CIEC)	2 145	2,14 %	13,19 %

**PLUS FORTES BAISES**

Titres	Cours	Evol. Jour	Evol. annuelle
BANK OF AFRICA ML (BOAM)	1 420	-7,19 %	-4,38 %
SETAO CI (STAC)	1 185	-7,06 %	62,33 %
SUCRIVOIRE (SCRC)	1 105	-6,75 %	15,10 %
FILTISAC CI (FTSC)	1 210	-6,20 %	-27,98 %
ORAGROUP TOGO (ORGT)	3 400	-4,90 %	-18,85 %

**INDICES SECTORIELS**

Base = 100 au 14 juin 1999	Nombre de sociétés	Valeur	Evol. Jour	Evol. annuelle	Volume	Valeur	PER moyen
BRVM - INDUSTRIE	11	101,16	-0,61 %	-8,13 %	2 166	4 180 640	25,54
BRVM - SERVICES PUBLICS	4	462,28	-0,11 %	2,99 %	43 651	573 913 750	9,20
BRVM - FINANCES	15	75,16	-0,16 %	-2,55 %	38 034	109 968 258	7,19
BRVM - TRANSPORT	2	387,05	5,53 %	-37,79 %	314	476 390	6,19
BRVM - AGRICULTURE	5	299,14	-0,79 %	22,95 %	11 941	114 646 835	5,84
BRVM - DISTRIBUTION	7	376,95	0,27 %	-7,48 %	2 690	4 522 620	27,15
BRVM - AUTRES SECTEURS	1	1 462,15	-7,06 %	62,33 %	101	120 185	14,23
BRVM - PETITES CAPITALISATIONS	-	-	-	-	-	-	-

Indicateurs	1er et 2è Comp.	BRVM PC
PER moyen du marché	7,89	
Taux de rendement moyen du marché	7,37	
Taux de rentabilité moyen du marché	7,87	
Nombre de sociétés cotées	45	
Nombre de lignes obligataires	108	
Volume moyen annuel par séance	1 066 723,00	
Valeur moyenne annuelle par séance	1 970 604 045,22	

Indicateurs	1er et 2è Comp.	BRVM PC
Ratio moyen de liquidité	2,14	
Ratio moyen de satisfaction	7,71	
Ratio moyen de tendance	360,20	
Ratio moyen de couverture	27,76	
Taux de rotation moyen du marché	0,01	
Prime de risque du marché	6,77	
Nombre de SGI participantes	28	

**Définitions**

Volume moyen annuel par séance = Valeur annuel échangé / nombre de séances  
 Valeur moyenne annuelle par séance = Valeur annuelle échangée / nombre de séances  
 Ratio moyen de liquidité = Moyenne des ratios de liquidité (Titres échangés / Volume des ordres de vente)  
 Ratio moyen de satisfaction = Moyenne des ratios de satisfaction (Titres échangés / Volume des ordres d'achat)  
 Ratio moyen de tendance = Moyenne des ratios de tendance (Volume des ordres d'achat / Volume des ordres de vente)  
 Ratio moyen de couverture = Moyenne des ratios de couverture (Volume des ordres de vente / Volume des ordres d'achat)

Taux moyen de rotation = moyenne des taux de rotation des actions cotées (volume transigé/capi flottante)  
 PER moyen du marché = moyenne des PER des actions cotées ayant un PER positif  
 Taux de rendement moyen = moyenne des taux de rendement des actions cotées ayant distribué un dividende  
 Taux de rentabilité moyen = moyenne des taux de rentabilité des actions cotées  
 Prime de risque du marché = (1 / le PER moyen du marché) - le taux de référence actuel des emprunts d'Etat



BRVM - BOURSE REGIONALE DES VALEURS MOBILIERES  
 BRVM - Société Anonyme au capital de 3.062.040.000 CFA - RC : CI - ABJ - 1997 - B - 208435 - CC : 9819725 - E  
 Siège Social : Abidjan - CÔTE D'IVOIRE. Adresse : 18, Rue Joseph ANOMA (Rue des Banques) - Abidjan  
 Tél : +225 20 32 66 85 / 86, Fax : +225 20 32 66 84, Mail : [brvm@brvm.org](mailto:brvm@brvm.org), Site Web : [www.brvm.org](http://www.brvm.org)

**UCA**  
 UNITED CAPITAL FOR AFRICA S.A.  
 Av. proche, rue en face de l'église Saint Michel allant vers Caboma, Immeuble Comète lot 202 parcelle « d », Cotonou - BENIN  
 001 BP 8690 RP  
[uca@ucasgi.com](mailto:uca@ucasgi.com)  
 (229) 21 31 00 21 / 61 18 18 00  
 (229) 21 31 00 21  
[www.ucasgi.com](http://www.ucasgi.com)

**SGI - BENIN**  
 Carré 211 St Michel  
 immeuble SGI-Bénin 01 BP  
 4546 Cotonou.  
 Tél : (229) 21 31 15 41  
 21 31 15 71

**BOA CAPITAL SECURITIES**  
 Groupe BMCE BANK  
 BOA CAPITAL SECURITIES  
 Siège BOA Benin,  
 Boulevard de France  
 Tel : (229)  
 21315343/64182121

**SOCIETE DE BOURSE**  
 AGI  
 Immeuble de l'Africaine des Assurances  
 Face à la Direction de l'Emigration Immigration  
 01 BP 8668 RP Cotonou  
[contact@sgi-agi.com](mailto:contact@sgi-agi.com)  
 +229 21318733  
 +229 21316066

**AFRICABOURSE**  
 Avenue Steinmetz Face  
 Immeuble Air Gabon 01 BP  
 6002 COTONOU BENIN  
 Tél : (229) 21 31 88 35 /  
 21 31 88 36

**BIIC Financial Services**  
 Société de gestion et d'intermédiation  
 Boulevard Saint Michel  
 Immeuble Agence BIIC Dantokpa  
 01 BP. 7700 Cotonou  
 Tél. +229 21324875  
 Tél. +229 21324876  
[sgifbs@biic-financialservices.com](mailto:sgifbs@biic-financialservices.com)

Quelques pharmacies à Cotonou

N°	NOM DE LA PHARMACIE	TELEPHONE	ARR
1	SILOE DEGAKON	99070606	1ER
2	SURU-LERE	64341313/99480846	
3	TANTO	64104471	
4	REINE DES GRÂCES	95360822	2EME
5	ADETONA LOMNAVA	94012397	3EME
6	AGBODJEDO	63425131/61822725	
7	LA BENINOISE	60502956/21377190/21330646	4EME
8	NOUVELLE PHARMACIE DE L'HABITAT	63045618/99947477/95508789	
9	ATINKANMEY	94012392/60019772	5EME
10	GANJI	95943682/60805039	
11	ZONGO	95846920	
12	DES 4 THERAPIES	21323330/98846095	6EME
13	JERICHO	95846914	
14	SAINTE EUPHRASIE DE VOSSA	69510000	
15	MAHUTON	52018944	
16	AMEN	63016565/67309529	7EME
17	MARINA	94018724	
18	SAINTE GABRIEL	95605656	8EME
19	KINDONOU	21380115	9EME
20	DE L'AMITIE	21380512/95869239	10EME
21	NOUVELLE PHARMACIE FIFADJI	62646802	
22	VEDOKO	94018722	
23	DE LA PAIX	21303865/97604362	11EME
24	LA MADONE	95338399/94013982	12EME
25	SAINTE LOUIS	95859686	
26	LES PYLONES	66826813/95924231	13EME
27	LULI LULI	98656060	

Jours du marché Dantokpa

**Octobre 2022**

**Vendredi 7 Octobre 2022**

**Mardi 11 Octobre 2022**

**Samedi 15 Octobre 2022**

**Mercredi 19 Octobre 2022**

**Dimanche 23 Octobre 2022**

**Jeudi 27 Octobre 2022**

**Lundi 31 Octobre 2022**

Taux de change

Devises étrangères	Franc CFA (1Xof)
Dollar (USD)	652,73
Euro	655,95
Livre Sterling (GBP - Grande Bretagne)	775,87
Naira (NGN - Nigeria)	1,57
Cedi (GHS - Ghana)	80,69
Rand (ZAR - Afrique du Sud)	38,18
Yen (JPY)	4,7
Yuan (CNY)	97,15
Rouble russe (RUB)	10,44
Franc Suisse (CHF)	665,26
Franc Guinéen (GNF)	0,07
Roupie indienne (INR)	8,2
Droits de tirage spéciaux (FMI)	856,57
Or (XAU)	1131857,00
Argent (XAG)	12480,68

Prix des produits de première nécessité appliqués dans les marchés

produits	Unité de mesure	Prix (en FCfa)
Maïs	Tongolo	250
Mil	Tongolo	350/400
Gari ordinaire	Tongolo	350
Gari fin	Tongolo	400
Haricot rouge	Tongolo	650
Haricot blanc	Tongolo	700/800
Arachide décort. Gros grains	Tongolo	800
Piment vert (gbataki)	Tongolo	500
Tomate fraîche	Grand Panier	40.000/50.000
Oignon p m g	Panier (40)	1500/2000/3000
Farine de cossette d'igname	Tongolo	1000
Sésame qualité supérieure	Tongolo	1000
Sel marin local	Tongolo	350
Sel marin importé	Tongolo	350
Sucre en morceau	Paquet	600
Sucre en poudre	1kg	500
Riz ordinaire	Tongolo	Entre 500 et 900
Huile d'arachide locale	1litre	1400
Huile végétale importée	1litre	1700
Huile rouge locale	1,5litre	1000
Igname ordinaire	Tas	3500
Igname à piler	Tas	4500
Savon palmida	1pain	200
Lait concentré sucré BB et autres	250g	400/500
Lait concentré sucré Jago	Plus d'1kg	1200
Lait concentré non sucré Peak	250g	450
Sardine à huile	250g	500
Couscous Sipa	500g (en sachet)	850
Spaghetti Matanti	250g/500g (en sachet)	300/450
Coquille Maman et autres	250g/500g (en sachet)	300/450
Concentré de tomate	150g/250g/1kg	125/275/450/1900
Banane	Régime	Entre 3000 et 4000
Œuf	Plateau	2400/2600

Source : Quotidien l'Economiste du Bénin, fait le 18/10/ 2022

Cours des matières Premières Mardi 18 Octobre 2022

Matière première	Mois	Dernier	Var.	Var. %	Heure
Or	Août 2022	1.731,95	-10,35	-0,59%	21:17:03
XAU/USD		1.733,77	-8,57	-0,49%	21:17:32
Argent	Sept 2022	19,067	-0,169	-0,88%	21:17:11
Cuivre	Sept 2022	3,4242	-0,0978	-2,78%	21:17:32
Platine	Oct 2022	857,90	-24,90	-2,82%	21:17:32
Palladium	Sept 2022	2.137,50	-19,10	-0,89%	21:17:01
Pétrole brut WTI	Août 2022	103,61	-1,18	-1,13%	21:17:32
Pétrole Brent	Sept 2022	106,57	-0,45	-0,42%	21:17:32
Gaz naturel	Août 2022	6,429	+0,395	+6,55%	21:17:14
Fioul	Août 2022	3,7730	+0,1001	+2,73%	21:17:28
Essence RBOB	Août 2022	3,4612	+0,0141	+0,41%	21:17:28
Gasoil Londres	Août 2022	1.123,00	+49,50	+4,61%	21:17:26
Aluminium		2.380,00	-72,00	-2,94%	19:25:38
Zinc		3.049,50	-32,00	-1,04%	19:27:17
Nickel		21.880,00	+132,50	+0,61%	19:55:12
Cuivre		7.611,00	-179,00	-2,30%	19:30:02
Blé américain	Sept 2022	855,30	-35,70	-4,01%	20:20:06
Riz Paddy	Sept 2022	16,532	+0,077	+0,47%	20:20:06
Maïs américain	Sept 2022	635,00	+1,75	+0,28%	20:19:59
Soja américain	Août 2022	1.519,12	+6,12	+0,40%	20:19:57
Huile de Soja américaine	Déc 2022	61,28	+0,79	+1,31%	20:19:56
Farine de soja	Déc 2022	400,10	-3,60	-0,89%	20:20:06
Coton américain	Déc 2022	94,88	-0,75	-0,78%	20:20:01
Cacao américain	Sept 2022	2.378,00	+60,00	+2,59%	19:29:00
Café US C	Sept 2022	212,92	-7,53	-3,42%	19:30:04
Café de Londres	Sept 2022	1.968,00	-2,00	-0,10%	18:30:07
Sucre américain	Oct 2022	18,92	-0,10	-0,53%	18:59:00
Jus d'orange	Sept 2022	164,18	+0,63	+0,39%	20:00:07
Bétail	Août 2022	136,30	+2,35	+1,75%	20:04:59
Porc	Juill 2022	113,18	+0,32	+0,29%	20:04:57
Bovins d'engraissement	Août 2022	174,96	+2,48	+1,44%	20:05:04
Bois de construction	Juill 2022	663,00	+4,00	+0,61%	20:39:44
Avoine		486,10	+1,90	+0,39%	20:19:17

Prix des produits hydrocarbures et gaz

Produits	Unité de mesure	Prix (en FCfa)
Essence	1l	600
Pétrole	1L	851
Gasoil	1L	668
Mélange	1L	615
Gaz domestique	6kg (petite bouteille)	4770
	12,5kg (moyenne bouteille)	9900
	18kg (grande bouteille)	14.300
Huile à moteur (essence)	Bidon (1L)	2.900
	Bidon (4L)	9.590
Huile à moteur (diésel)	Bidon de 4Littres	10.535
Huile à moteur (Atf boîte automatique)	2littres	6.320
Huile à moteur (à pont EP 90)	2Littres	6.130
Huile à moteur en vrac	1Litre	2.265
Huile à moteur diesel	1Litre	2.165
Huile à 2 temps en vrac	1L	1.635
Graisse	0,400g	2.940
Eau distillée	1,5L	850
Eau de refroidissement	Bidon (1,5L)	1.600
	Bidon (5L)	5.000
Electrolyte	5L	4.000
E140 en vrac	1L	2.175
E140 camion et 4X4	Bidon de 2L	6.295

Source : Station « JNP » Mardi 18 Octobre 2022

Les marchés locaux qui s'animent par huitaine

Départements	Lieux	Noms	Jours	
Alibori	Malanville	Malanville	dimanche	
	Ségbana	Ségbana	dimanche	
	Bérébouaye	Bérébouaye	samedi	
	Malanville	Malanville	samedi	
	Karimama	Karimama	vendredi	
		Matéri	Matéri	jeudi
Tanguiéta		Tanguiéta	lundi	
Cobly		Cobly	mercredi	
		Gaouga	Gaouga	mardi
	Kassoua	Kassoua	mardi	
	Mono	Grand-Popo	Grand-Popo	mardi
Agoué		Agoué	mercredi	
Zou	Djalloukou	Djalloukou	dimanche	
	Massi	Massi	dimanche	
	Agouna	Agouna	mardi	
	Ikèmon	Ikèmon	mercredi	
	Borgou	Gogounou	Gogounou	dimanche
Bembéréké		Bembéréké	jeudi	
Kalalé		Kalalé	jeudi	
Tchaourou		Tchaourou	lundi	
Tchikandou		Tchikandou	mardi	
Fô-Bouré		Fô-Bouré	mercredi	
Sokka		Sokka	mercredi	
Parakou		Azeke	samedi	
N'Dali		N'Dali	samedi	
Dunkassa		Dunkassa	vendredi	
Collines		Ouèdèmè	Ouèdèmè	dimanche
		Ouessè	Ouessè	jeudi
	Gobada	Gobada	lundi	
	Savè	Savè	lundi	
	Tchetti	Tchetti	lundi	
	Glazoué	Glazoué	mercredi	
	Lahotan	Lahotan	mercredi	
Donga	Bénin	Bénin	jeudi	
	Tokotoko	Tokotoko	lundi	



# Rendez-vous économiques

EVENEMENTS	DATE	LIEUX	ORGANISATEURS/CONTACTS
8e sommet international de l'innovation dans la finance	19 octobre 2022	Sydney, Australie	fintechsummit.com.au
Sommet Finance en commun 2022	19-20 octobre 2022	Abidjan, Côte d'Ivoire	<a href="https://www.afdb.org/fr/news-and-events/events/3e-edition-du-sommet-finance-en-commun-52844">https://www.afdb.org/fr/news-and-events/events/3e-edition-du-sommet-finance-en-commun-52844</a>
6 <sup>e</sup> Conférence des Ministres Africains Chargés de l'Etat Civil	24-28 Octobre 2022	Addis-Abeba, Éthiopie	+251 115 443461 / belayt@un.org
Rendez-vous international de la tech	1 <sup>er</sup> au 4 novembre 2022	Lisbonne	websummit.com
Foire commerciale internationale	5-13 novembre 2022	Maurice (+ 230) 270 1450 / (+ 230) 5806 8848	dependancepromo194@gmail.com
Foire commerciale intra-africaine	21-27 novembre 2023	Abidjan, Côte d'Ivoire	<a href="https://www.intrafricantradefair.com/">https://www.intrafricantradefair.com/</a>
Sommet des start-up émergentes Afrique-Europe	28-29 novembre 2022	Paris	emergingvalley.co

## HOROSCOPE finance

**Bélier** Si vous vous laissez aller à de folles dépenses, vous serez aussitôt dans une impasse. Astreignez-vous à faire des économies et à gérer votre budget avec rigueur. Vous allez bientôt traverser une période de vaches maigres.

**Taureau** Soyez tout particulièrement prudent aujourd'hui en ce qui concerne le domaine financier, où votre jugement ne sera pas toujours excellent. Evitez d'engager des sommes trop importantes par rapport à vos moyens dans des affaires dont vous n'êtes pas absolument sûr de l'issue. Vigilance également dans le domaine immobilier : un contrat peut ne pas être très net et laisser la porte ouverte à d'épineux problèmes juridiques.

**Gémeaux** Mercure en cette configuration va vous souffler d'excellentes idées pour améliorer votre niveau de vie ou pour rentabiliser vos économies. Prenez rendez-vous avec votre banquier ; vous pourrez alors, grâce à ses conseils, tirer un bon parti de vos intuitions. Pluton pourra vous valoir une bonne surprise ; mais il vous faudra réagir rapidement pour profiter de l'occasion qui s'offrira à vous.

**Cancer** Mettez à présent de l'ordre dans vos affaires pécuniaires et faites vos comptes de manière à ne pas être pris ensuite au dépourvu. Une petite rentrée financière n'est pas impossible aujourd'hui. Mais ne vous lancez pas aussitôt dans des dépenses inutiles, faites plutôt fructifier vos fonds !

Journée délicate financièrement. Faites le dos rond et attendez en espérant des jours meilleurs, qui ne sauraient tarder. Ne vous laissez pas entraîner par votre impatience, car vos coups de tête vous feraient tomber dans le vide.

**Lion** Un petit voyage serait agréable actuellement et il vous détendrait tout en vous permettant de réaliser l'un de vos buts. Attention cependant de ne pas vider votre compte en banque ! Pour une fois, prenez les conseils de professionnels avisés, d'amis discrets, voire de votre bien-aimé... Les affaires d'argent sont délicates de nos jours !

**Balance** Cette journée sera relativement calme, marquée surtout par la nécessité de remettre de l'ordre dans vos finances, d'accumuler des biens et de préparer matériellement votre avenir. Evitez cependant de lâcher la proie pour l'ombre et d'hypothéquer le présent sous le prétexte d'assurer vos vieux jours.

**Scorpion** Votre esprit sera principalement axé sur le gain. En effet, cet aspect de Pluton, qui a trait aux biens et à la fortune, favorisera un renouveau d'appétit pour la richesse et la possession. Votre flair pour les bonnes affaires, petites ou grandes, se développera et s'affinera. Vous saurez apprécier avec lucidité les possibilités de bénéfices dans le domaine de la spéculation et des opérations boursières ou commerciales.

**Sagittaire** Votre équilibre budgétaire sera protégé par Saturne. Un coup de chance incroyable est d'ailleurs possible. Si vous faites partie des heureux élus qui ont droit à une bonne surprise, restez quand même prudent : placez cet argent au lieu de le dépenser.

**Capricorne** La réussite matérielle fera partie des dons que vous prodiguera aujourd'hui Mars. Vous pourriez emporter une excellente affaire financière ou gagner une somme conséquente à un jeu de hasard ; n'oubliez pas de consulter votre nombre de chance.

**Verseau** La planète Saturne en bel aspect vous permettra de vous sentir bien dans votre peau et de connaître la joie de vivre. Il faudra pourtant vous garder d'une certaine euphorie et d'un optimisme béat, qui pourraient vous pousser au laisser-aller. Vous devrez surtout résister à l'impulsion de dépenser, d'acheter des quantités de choses qui ne se révéleront pas indispensables. Prenez note de cet avertissement de Benjamin Franklin : "Si vous achetez ce qui est superflu, vous vendrez bientôt ce qui est nécessaire".

Vous aurez la possibilité de réaliser des transactions financières profitables, et vous entendrez profiter de cette possibilité au lieu de ne penser qu'à faire la fête. Vous serez aussi en mesure de régler aujourd'hui une affaire litigieuse qui traînait depuis longtemps.

## L'économiste

Premier Quotidien Economique du Bénin  
Journal spécialisé d'information d'analyse et d'investigation économique, financière et boursière Edité par l'Agence de Communication "CHEZ VOUS"

N° 0997 MISP / DC / SG / DAI / SCC du 25 / 10 / 2007  
Sikèkòdji zone résidentielle, 2<sup>ème</sup> rue à droite en quittant le carrefour Marina pour la Mairie de Cotonou, carré N°83

Email : leconomistbenin1@gmail.com  
Site : www.leconomistebenin.com

**Directeur Général**  
Léonard DOSSOU  
(00229) 95 429 626 / 97 096 417

**Assistant du Directeur Général**  
Calixte ADIYETON  
(66 232 545)

**Secrétaire caissière**  
Ella Viviane HOUEHOMEGAN (97 14 85 43)

**Directeur de publication**  
Jules AFFODJI

**Rédacteur en chef**  
Jean Claude KOUAGOU  
(97 720 976)

**Secrétaire de rédaction**  
Abdul Wahab ADO  
(66656265)

**Rédacteurs**  
Nestor DEHOUINDJI  
Bidossessi WANOU  
(67 20 33 27)  
Sylvestre TCHOMAKOU  
Falco Vignon

**Raoul Gandaho**  
(Correspondant Ouémé Plateau)  
Mouhamed Bouhari SAÏDOU  
(Br. Borgou/Alibori)

**Rock AMADJI**  
(Correspondant Zou-Collines)  
**Emmanuel AKAKPO**  
(Br Atacora-Donga)  
**Issa SIKITI DA SILVA**  
(Correspondant RDC)  
Modeste COCO (Consultant)  
Représentant de l'Economiste du Bénin en Europe, Bureau de Paris:

**Franck Vial, correspondant France**  
de l'Economiste du Bénin  
Tel +330671790990  
Mail : eco.benin.paris@gmail.com

**Directrice commerciale**  
Rigel BATCHO  
(69190880)

**Graphiste**  
Gisèle NOUDAÏKPON  
(62323855)

## Expertise comptable au Bénin

## La nouvelle proposition de loi occupe Parlementaires et Experts

Intervenant dans plusieurs secteurs d'activités, les experts-comptables et comptables agréés du Bénin, avec la contribution des parlementaires, s'investissent à s'adapter au temps moderne et mieux se positionner sur la scène internationale. Ce, à travers la modification de la loi régissant leur secteur d'activité.

● S.T.

Faire évoluer la législation béninoise dans le domaine de l'expertise comptable pour rendre le pays plus attractif en la matière et lui permettre de siéger au sein des instances africaines et internationales d'expertise comptable. Tels sont les objectifs du parlement béninois en initiant le séminaire d'appropriation de la proposition de loi modifiant et complétant la loi n°2004-03 du 27 avril 2006 portant création de l'ordre des experts-comptables et comptables agréés en République du Bénin. C'est le Président de l'Assemblée nationale Louis Gbèhounou VLAVONOU lui-même qui a procédé à l'ouverture dudit séminaire. À ce séminaire initié par la commission du Plan, de la Production et de l'équipement ayant à sa tête l'honorable Barthélemy KASSA, plusieurs députés ont répondu présent. Il en est de même pour le Président de l'ordre des experts-comptables et comptables agréés du Bénin Serge Armand CODO, des professionnels du domaine de l'expertise comptable et plusieurs fonctionnaires de



l'administration parlementaire.

Dès l'entame du séminaire, le Président de la commission du Plan, de la Production et de l'équipement l'honorable Barthélemy KASSA a remercié le Président de l'Assemblée nationale Louis Gbèhounou VLAVONOU pour sa présence audit séminaire. Il a précisé que la matière à traiter étant sensible, elle requiert la recherche de l'expertise où qu'il soit d'où la présence des professionnels du domaine de l'expertise comptable. À sa suite, le Président de

l'ordre des experts-comptables et comptables agréés du Bénin Serge Armand CODO a, au nom de la profession comptable remercié l'autorité parlementaire pour l'intérêt qu'il accorde à ladite proposition de loi. Il a également remercié tous les députés membres de la commission du Plan, de la Production et de l'équipement. Tout en rassurant les uns et les autres de ce que le texte objet du séminaire sera en mesure de régler les défis qui s'imposent à la profession de l'expertise comptable, il souhaite qu'à la sortie de ce séminaire,

toutes les préoccupations puissent trouver solutions. Dans son discours d'ouverture, le Président de l'Assemblée nationale a d'abord rappelé les raisons qui motivent le présent séminaire: "...Le 18 août 2022, j'ai reçu à sa demande une délégation d'experts comptables béninois accompagnée du Député français Mohamed LAQHILA, Expert-Comptable réputé de France et ancien Président de l'Ordre des Experts Comptables de Paris et de France, partenaire de l'Ordre des Experts Comptables et Comptables Agréés du Bénin (OEC-

CA-BENIN). Nos échanges ont porté essentiellement sur la nécessité de faire évoluer la législation béninoise dans le domaine de l'expertise comptable pour rendre notre pays plus attractif en la matière et lui permettre de siéger au sein des instances africaines et internationales d'expertise comptable. Ainsi, dans le but de mieux servir l'intérêt public dans le domaine de l'expertise comptable au Bénin, douze (12) collègues députés m'ont fait parvenir une proposition de loi modifiant et complétant la loi n°2004-03 du 27 avril 2006 portant création de l'Ordre des experts Comptables et Comptables Agréés en République du Bénin (OECCA-Bénin)..." Avant d'ouvrir le séminaire, le Président de l'Assemblée nationale Louis Gbèhounou VLAVONOU a rappelé aux participants qu'en harmonisant les textes organiques de l'Ordre des Experts comptables et Comptables Agréés du Bénin (OECCA-BENIN), l'État béninois aura le mérite de lui donner les outils juridiques opposables à tous, tout en inspirant la confiance des parte-

naires au développement. Il ajoute que l'implémentation des normes internationales constitue un véritable gage de qualité d'une information financière de haute crédibilité.

Trois communications ont meublé la première journée de ce séminaire: la première, « Présentation du cadre juridique régissant le fonctionnement des experts comptables et comptables agréés au plan national, régional et international » a été présentée par Serges MENSAH (commissaire au compte); la deuxième, « Contexte et justification de la proposition de modification de la loi n°2004-03 du 27 avril 2006 portant création de l'ordre des experts comptables et comptables agréés en République du Bénin » présentée par Cornelle Gbaguidi (expert-comptable et commissaire au compte) et enfin la troisième, « Présentation du contenu de la proposition de modification de la loi n°2004-03 du 27 avril 2006 portant création de l'ordre des experts-comptables et comptables agréés en République du Bénin » présentée par Blaise ATIHOU (expert-comptable).



## Gestion publique

## L'Algérie et la Russie entament des manœuvres navales conjointes en Méditerranée

Troisième importateur d'armes russes à l'échelle mondiale, Alger renforce sa coopération militaire avec Moscou alors que la guerre en Ukraine bat son plein. La Russie et l'Algérie ont entamé des manœuvres navales conjointes en Méditerranée, a annoncé le ministère algérien de la Défense nationale dans un communiqué rendu public

mercredi 19 octobre. « Dans le cadre du renforcement des relations de coopération militaire bilatérale entre la marine de l'armée nationale et la marine russe, un détachement de navires de la flotte russe a accosté, mardi 18 octobre 2022, au port d'Alger, pour l'exécution d'un exercice naval commun », a précisé le ministère, indiquant que ces manœuvres s'étalent sur

quatre jours. Cet exercice est le dernier d'une série de manœuvres militaires communes inaugurées en 2021. En juillet dernier, le ministère algérien de la Défense avait déjà annoncé l'arrivée d'un détachement de navires de guerre de la marine russe au port d'Alger dans le cadre de la coopération militaire. Deux mois plus tard, une

centaine de militaires algériens ont participé aux exercices militaires « Vostok 2022 », qui se sont déroulés à l'extrême est de la Russie continentale et auxquels ne participent habituellement que les plus proches alliés de Moscou. Sputnik, le média d'Etat russe a également annoncé que des manœuvres militaires conjointes entre les deux pays sont programmées du 16 au 28 novembre 2022

dans le sud de l'Algérie. Baptisées « Bouclier du désert-2022 », ces manœuvres consisteront en des « mouvements tactiques visant à rechercher, détecter et détruire des groupes armés illégaux ». Elles devraient se dérouler sur la base militaire de Hammaguir, située dans la province algérienne de Bèchar, près de la frontière avec le Maroc et à 700

kilomètres de l'enclave espagnole de Melilla, d'après des médias algériens. Selon le dernier rapport de l'Institut international de recherche sur la paix de Stockholm (SIPRI), l'Algérie est le troisième importateur d'armes russes à l'échelle mondiale. Sur la période 2016-2020, Alger couvre 15% des ventes d'armes russes.

20minutes

## Saisine et traitement de recours

## Le Médiateur de la République s'ouvre aux médias

Les responsables d'organes de presse ont été conviés à une séance d'information par le Médiateur de la République. La rencontre qui a eu lieu mardi 25 octobre 2022, a eu pour cadre le siège de l'institution à Porto-Novo.

● Jean Claude KOUAGOU

Mieux faire connaître le Médiateur de la République à travers sa mission, sa saisine et son mode opératoire. Tel est l'objet de la rencontre initiée par le Médiateur de la République en invitant les médias à une séance d'information. Elle s'inscrit dans le cadre des actions de communication et d'information sur les missions du Médiateur de la République. A l'ouverture de la séance, le Secrétaire Général du Médiateur de la République, Mohamadou Moussa, s'est réjoui de la présence de responsables d'organes de presse. Il a insisté sur le renforcement de la collaboration avec les médias pour plus de visibilité du Médiateur de la République. A l'issue du mot introductif du Secrétaire Général, une communication a été présentée par le Directeur des recours, Clotaire Olihidé. Les médias ont pris connaissance du cadre législatif qui crée le Médiateur de la République. Il leur a été présenté aussi le cadre juridique qui délimite le champ d'action et les attributions de l'or-



● Pascal ESSOU, Médiateur de la République

gane de médiation. Si la saisine du Médiateur de la République est gratuite, elle doit tabler sur la recevabilité de la requête. En effet, conformément aux lois qui instaurent le Médiateur, il n'intervient que dans les situations conflictuelles opposant une personne physique ou morale ayant un statut de privé à une personne physique ou morale ayant un statut entièrement ou partiellement de public. Cependant, pour des raisons d'équité, il lui arrive par le mécanisme de facilitation, d'amener deux parties privées à prendre

langue pour la résolution de leur différend. Par mesure dérogatoire à l'occasion de la prestation de serment du Médiateur Pascal Essou, les prérogatives du Médiateur de la République ont été étendues à la conciliation des acteurs de la société civile et des partis politiques pour la recherche de solutions favorables au développement harmonieux du pays dans un climat apaisé. La séance du jour visait à partager avec les médias, les informations relatives à la saisine et au traitement des recours par le Médiateur de la République.

## Sécurité alimentaire au Nigéria

## 346 milliards de la BAD pour transformer l'agriculture

Le Nigéria a entamé lundi son long périple pour mettre un terme à la faim et atteindre la sécurité alimentaire en lançant un programme de zones spéciales de transformation agro-industrielle (SAPZ), une initiative de la Banque africaine de développement.

Selon le président de la Banque africaine de développement, Akinwumi A. Adesina, «les zones spéciales de transformation agro-industrielle sont de nouvelles zones économiques, situées dans les zones rurales, qui seront entièrement soutenues par des infrastructures (électricité, eau, routes, infrastructures numérique et logistique) qui permettront aux entreprises agroalimentaires et agro-industrielles de s'y implanter. Cela les placera à proximité des agriculteurs dans les bassins de production, fournira des débouchés aux agriculteurs, soutiendra la transformation et l'ajout de valeur, réduira les pertes alimentaires et permettra l'émergence de chaînes de valeur alimentaires et agricoles hautement compétitives.»

La cérémonie de lancement dans la capitale Abuja marque le début de la mise en œuvre de la première phase du programme SAPZ dans huit États du pays. La Banque africaine de développement apporte un financement de 210 millions de dollars, tandis que la Banque islamique de développement et le Fonds international pour le développement agricole (FIDA) fournissent conjointement 310 millions de dollars. Le gouvernement nigérian contribue à hauteur de 18,05 millions de dollars. Le président du Nigéria, Muhammadu Buhari, dans un discours prononcé en son nom par le vice-président, M. Yemi Osinbajo, a fait l'éloge de l'initiative et a déclaré : «Si le programme des zones spéciales de transformation agro-industrielle atteint ses objectifs et nous sommes convaincus qu'il le fera –, nous porterons en moins d'une décennie un coup fatal à l'insécurité alimentaire, créerons des millions d'emplois et d'opportunités agro-industrielles bien rémunérés et améliorerons radicalement les recettes d'exportation de l'agriculture.»

Adesina, ancien ministre de l'Agriculture du Nigéria et lauréat du prix mondial de l'alimentation, a déclaré que «la faim au Nigéria ne se justifie pas. Le Nigéria a la terre, avec 34 millions d'hectares de terres arables à l'agroécologie riche et diversifiée. Il dispose de ressources en eau. Il a de la main-d'œuvre.



Il bénéficie d'un grand ensoleillement. Le Nigéria doit atteindre l'objectif zéro faim. Il n'y a aucune raison pour que quiconque ait faim au Nigéria».

Pour aider l'Afrique à éviter une crise alimentaire due à la guerre de la Russie en Ukraine, la Banque africaine de développement a lancé une Facilité africaine de production alimentaire d'urgence de 1,5 milliard de dollars pour aider 20 millions d'agriculteurs à accéder à des technologies agricoles résilientes au climat et à produire 38 millions de tonnes de denrées alimentaires d'une valeur de 12 milliards de dollars.

«La Facilité africaine de production alimentaire d'urgence a fourni 134 millions de dollars au Nigéria, soit l'un des niveaux de soutien les plus élevés parmi les pays africains. Je tiens à remercier l'Agence japonaise de développement international (JICA) qui a cofinancé cette opération à hauteur de 110 millions de dollars supplémentaires. Cela signifie que nous avons collectivement mis à disposition 244 millions de dollars pour la production alimentaire d'urgence au Nigéria», a déclaré le président du groupe bancaire. Notant que le dernier Indice de la faim dans le monde (2022) classe le Nigéria au 103e rang des 121 pays confrontés à une crise de la faim dans le monde, M. Adesina a appelé à «davantage d'action, de réactivité et de réalisations pour éviter une crise alimentaire au Nigéria».

«Le Nigéria doit s'attaquer avec détermination aux problèmes d'insécurité qui empêchent les agriculteurs de se rendre dans leurs exploitations. La sécurité alimentaire passe

par la sécurité nationale», a déclaré M. Adesina.

Selon le président de la Banque islamique de développement, Muhammad Al Jasser, «avec la perturbation des approvisionnements résultant de la guerre, l'Afrique est maintenant confrontée à une pénurie d'au moins 30 millions de tonnes de denrées alimentaires importées de Russie et d'Ukraine, en particulier de blé, de maïs et de soja. Des actions urgentes sont nécessaires pour éviter une crise alimentaire en Afrique».

Il s'est dit convaincu que le Nigéria mettra efficacement en œuvre le programme SAPZ, qui permettra de stimuler la production alimentaire, de réduire l'inflation du prix des denrées alimentaires et de transformer le secteur agricole tout en assurant la sécurité alimentaire et en créant des emplois.

Katherine Meighan, vice-présidente associée du Fonds international de développement agricole (FIDA), a déclaré que son organisation était déterminée à contribuer à l'objectif global du programme SAPZ en autonomisant 100 000 bénéficiaires directs, notamment des petits exploitants, des petits transformateurs, des commerçants et des prestataires de services dans les États d'Ogun et de Kano, avec un accent particulier sur les jeunes et les femmes.

«Notre stratégie d'autonomisation vise à donner aux agriculteurs et aux petits exploitants les moyens de tirer parti des marchés créés par la SAPZ pour améliorer durablement leurs revenus par le biais d'activités génératrices de revenus, la sécurité alimentaire et la nutrition des ménages, ainsi que la résilience au changement climatique», a déclaré Mme Meighan.

## Mercato/ Football

## Neymar, un transfert retentissant annoncé !

Ancien international brésilien, Zé Roberto voit son compatriote Neymar quitter le PSG en fin de saison. Il a même révélé le nom de son futur club.

Malgré un été agité, au cours duquel les décideurs du Paris Saint-Germain auraient cherché à se séparer de lui, Neymar réalise un début de saison canon. Auteur de 12 buts et 9 passes décisives en 16 apparitions, l'attaquant de 30 ans est le joueur parisien le plus décisif depuis le début de l'exercice 2022-2023. Pour Zé Roberto, ancien du Bayern Munich et de la sélection brésilienne, c'est la perspective de la Coupe du monde 2022 au Qatar qui explique le retour en grâce du «Ney».

«Je l'avais envisagé car il a la Coupe du monde (du 20 novembre au 18 décembre) en ligne de mire, a-t-il confié dans les colonnes de L'Equipe. Sa motivation

est décuplée. La Seleçao peut vraiment la gagner. La dernière fois qu'elle était si bien armée, c'était en 2006 avec Ronaldo, Ronaldinho, Adriano. On avait terminé premier des qualifications et remporté la Coupe des Confédérations (en 2005). C'est un peu le cas pour cette équipe. Elle a un coach (Tite) qui a progressé et elle ne dépend plus seulement de Neymar car elle a Raphinha, Vinicius Jr, Antony, Paqueta... Avec une telle équipe, Neymar a compris que c'était le moment ou jamais pour entrer dans l'histoire.»

### « Il va aller voir ailleurs »

Une fois le Mondial terminé, Zé Roberto voit ensuite Neymar terminer la saison avec le PSG avant d'aller voir ailleurs. «Ça ne peut pas durer. J'ai l'impression qu'il n'a jamais été accepté à 100% par ses supporters,

a confié le Brésilien. Mais c'est de sa faute. C'est à cause de son comportement. La relation entre Neymar et Paris est abîmée et le divorce se profile. Moi, je le vois disputer la Coupe du monde, finir la saison puis partir. J'en suis presque sûr. Neymar est un garçon sensible. Il a besoin du soutien des supporters, des médias, du groupe. S'il ne se sent pas aimé, il va aller voir ailleurs.»

Avant de conclure en lâchant la future destination du numéro 10 des Rouge et Bleu. «En Espagne. Au Real Madrid. Si je me trompe, vous me rappelez, d'accord ? (Il rigole.)», a ainsi lancé Zé Roberto. Reste à savoir si Neymar sera capable de jouer pour l'ennemi honni du FC Barcelone ? Pour rappel, l'ex-prodige de Santos a porté le maillot blaugrana durant quatre saisons entre 2013 et 2017.

Sports.fr



## Communiqué de presse

### SBIN SA lance « CELTIIS »

15 mois après le démarrage de la gestion déléguée, la Société Béninoise d'Infrastructures Numériques (SBIN SA) a procédé le 21 octobre 2022 au lancement de son nouveau réseau Mobile et Mobile money avec la nouvelle plateforme de marque commerciale et institutionnelle dénommée « **CELTIIIS** ». Conformément à notre statut d'opérateur global présent sur tous les segments du marché (fixe, haut débit fixe, mobile, mobile money, B2B, infrastructures, activités gros, services FAI, etc.) CELTIIS est une plateforme de marque globale qui se décline sur 3 volets :

- La marque ombrelle CELTIIS qui couvrira le volet commercial mobile et fixe
- La marque CELTIIS CASH qui couvrira le volet mobile money
- La marque CELTIIS BUSINESS qui couvrira les volets Business pour les entreprises et services pour l'Etat
- La marque CELTIIS sera également la marque institutionnelle

La raison sociale de l'entreprise reste cependant SBIN SA: Société Béninoise d'Infrastructures Numériques.

Depuis 15 mois, l'équipe dirigeante de SBIN SA et l'ensemble du personnel se sont attelés à relever plusieurs défis :

- La mise en place d'un plan stratégique qui définit clairement notre ambition et fixe nos priorités,
- La mobilisation avec nos parties prenantes des ressources financières nécessaires au financement de notre plan schéma directeur,
- Le recrutement de centaines de cadres et talents Béninois venus du pays et de la diaspora.
- Le déploiement d'un réseau mobile et mobile money de dernière génération (2G, 3G, 4G/4G+) et compatible 5G avec une performance exceptionnelle et inédite qui a permis d'atteindre 80% de couverture nationale de la population avec 55% en réseau propre et 25% en roaming national.
- La mise en place d'un large écosystème de partenaires constitué d'entreprises, de professionnels, de particuliers, d'entrepreneurs, d'institutions pour créer de la valeur ajoutée dans l'économie nationale et favoriser la création d'emplois.

La stratégie adoptée est claire et audacieuse, elle s'appuie sur l'innovation disruptive. Celtiis met sur le marché une nouvelle gamme d'offres mobile simple et attractive avec des tarifs imbattables

- Avec la gamme TOP APPEL l'abonné bénéficie de 3 fois plus que le montant acheté pour appeler librement vers toutes les destinations.
- Avec la gamme internet CONNECT, l'internet est enfin accessible en abondance et à petits prix pour profiter pleinement du haut débit mobile sur un réseau 4G+ de dernière génération. L'abonné peut ainsi bénéficier par exemple de 1Go internet valable 3 jours à seulement 750F ou 1,4Go internet valable 1 semaine (7 jours) à seulement 1000F ou 4,2Go internet valable 1 mois (30 jours) à seulement 3000F : qui dit mieux ?

Avec l'application MyCeltiis Cash, nous mettons sur le marché une nouvelle offre de service Mobile money simple, innovante et disruptive basée sur le principe OTT (Over The Top) : c'est-à-dire utilisable quel que soit votre opérateur mobile, indépendamment de la SIM possédée. Grâce à cette application simple, ergonomique et intuitive disponible sur Google store et App Store, l'utilisateur vivra avec nous une expérience incomparable avec les meilleurs tarifs du marché.

Celtiis Business adressera le segment Entreprises (B2B), professionnels et services pour l'Etat avec une meilleure proximité et un accompagnement efficace couvrant tous les besoins de connectivité et de services (fixe, mobile, internet, interconnexions, paiements, cash management, datacenter, etc.)

CELTIIIS s'engage à être une marque socialement utile, œuvrant pour le développement social et le bien-être des populations. CELTIIS sera une marque à l'écoute de ses clients pour leur apporter partout le meilleur service à la hauteur de leurs attentes. Particuliers, professionnels, entreprises, institutions : rejoignez vite le nouveau réseau 4G+ CELTIIS, ici vous êtes chez vous, vous êtes bienvenus !

Celtiis,  
Bienvenue chez vous !  
Votre opérateur **100% Bénin**

Contact :

- [servicecom@sbin.bj](mailto:servicecom@sbin.bj)
- [www.celtiis.bj](http://www.celtiis.bj)